

Les « privatiseurs » ont le blues

Mexico accueillera en mars 2006 le 4^e Forum mondial sur l'eau. Il constitue la manifestation internationale la plus importante sur le thème de l'eau. Les champions de la privatisation, qui y tiennent le haut du pavé, subissent de nombreux revers aux quatre coins de la planète.



A El Alto (Bolivie), la population s'est rebellée contre la politique de la multinationale de l'eau Suez.

Organisé par le World Water Council (WWC), le Forum mondial sur l'eau a lieu tous les trois ans. Y sont représentées des institutions officielles comme la Banque mondiale, des organisations spécialisées de l'ONU, des agences nationales de l'eau et du développement, dont la Direction pour le développement et la coopération suisse (DDC). Le forum est cependant dominé par l'économie privée et les multinationales, qui voient dans « l'or bleu » une source de profits intéressants. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une manifestation onusienne, la présence de nombreux ministres et autres délégués officiels confère au forum un certain prestige : ses décisions sont souvent aussi importantes que celles prises dans le cadre de l'ONU et tracent les grandes lignes des futures politiques de gestion de l'eau.

Les partisans de la privatisation de l'eau ont connu de nombreux revers depuis le dernier forum à Kyoto (mars 2003). La liste est longue, en effet, des privatisations et des PPP (partenariats public-privé) qui ont échoué. La décision en novembre 2005 du numéro 3 mondial de la branche, le groupe allemand RWE, de se retirer complètement de la gestion des eaux au plan international et de vendre ses filiales Thames Water et American

Water, est révélatrice de la désillusion ambiante. RWE entend désormais se concentrer sur les pays d'Europe de l'Est.

Dans plusieurs pays, des multinationales de l'eau se sont retrouvées ces derniers mois devant les tribunaux ou ont vu leur contrat dénoncé par l'Etat pour n'avoir pas rempli leurs engagements, que ce soit en matière de tarifs, de fourniture d'eau dans les quartiers défavorisés ou encore de réduction des fuites d'eau. C'est notamment le cas de Saur International/Bouygues au Mali, de Suez en Argentine (Buenos Aires et province de Sante Fé), en Bolivie (El Alto) et aux Philippines (Manille), du groupe britannique Biwater et de l'Etat

Il ya Gauff Ingenieure en Tanzanie (Dar-es-Salaam). Dans l'ensemble, l'afflux de capitaux privés dans le secteur de l'eau des pays en développement a reculé de 50% depuis 1997. Dans la plupart des cas, l'économie privée n'utilisait pas son propre capital, mais des crédits octroyés par la Banque mondiale.

Ces expériences négatives n'empêchent cependant pas le World Water Council – notamment dans la perspective de Mexico – de vanter les avantages de services privés de fourniture d'eau, sous le couvert cette fois-ci du « droit à l'eau ».

Les organisations non gouvernementales ont préparé le forum à travers différentes rencontres régionales. Elles ont mis sur pied un « forum ouvert » parallèle à la manifestation officielle, où elles présenteront leurs demandes ainsi qu'un point de vue critique sur la privatisation. Alliance Sud, en coopération avec le réseau « Friends of the Right to Water » qu'elle a contribué à créer, entend s'engager pour que le forum place au centre de ses débats la revendication d'une convention internationale pour le droit à l'eau pour tous.

Rosmarie Bär

Pour en savoir plus :

Effets de la privatisation : www.citizen.org

Convention sur l'eau : www.alliancesud.ch

Forum mondial sur l'eau : www.worldwaterforum.org

Inclure les usagers

Alliance Sud a toujours porté un regard critique sur les partenariats public-privé (PPP), présentés depuis plusieurs années par les pays industrialisés et l'ONU comme une solution-miracle pour la réalisation de grands projets d'infrastructures dans les pays pauvres. Faisant d'une pierre deux coups, les PPP sont en effet sensés fournir les ressources financières manquantes et pallier les défaillances du secteur public. Cependant, les expériences négatives vécues par les couches sociales les plus démunies un peu partout dans le monde, montrent les difficultés de concilier la logique de « service public » avec celle de la rentabilité recherchée par les entreprises privées.

L'Annuaire suisse de politique de développement, édité chaque année par l'Institut universitaire d'études du développement (IUED), consacre le dossier de son édition 2005 à cette thématique complexe. Avec pour objectif de « désidéologiser un débat qui a été parfois trop fortement influencé par des idées préconçues sur les vertus et les faiblesses du secteur privé et du service public... », il brosse un tableau exhaustif de la problématique à l'aide d'une dizaine d'articles issus des milieux académiques, privés et associatifs.

« Dans quelle mesure les PPP peuvent-ils vraiment constituer un modèle durable d'articulation entre intérêts privés et publics en faveur du développement ? » En posant cette question, fondamentale à nos yeux, les auteurs du dossier parviennent à mettre le doigt sur l'essentiel : l'importance du rôle de la société civile et des usagers des services fournis à travers les PPP. Sans la participation active de ces acteurs aux prises de décision, les PPP sont en effet voués à l'échec. Cela dit, transformer des partenariats entre deux acteurs en une dynamique constructive intégrant trois acteurs et incluant les usagers, reste un vrai défi. Cela implique des organes de régulation efficaces qui, pour l'instant, font malheureusement encore défaut.

BJ

Annuaire suisse de politique de développement, « Partenariats public-privé et coopération au développement », IUED, Vol. 24, N° 2, octobre 2005. www.ued.unige.ch